

Le dialogue inter-burundais se mord la queue

Deutsche Welle, 11.02.2019 Après bientôt quatre ans de dialogue inter-burundais à Arusha, en Tanzanie, le médiateur Benjamin Mkapa n'a toujours pas produit son rapport et le facilitateur a rendu son tablier. C'est après cinq sessions de dialogue à Arusha que le médiateur dans la crise burundaise a fourni son rapport aux chefs d'Etats est-africains. Le président ougandais Yoweri Museveni déplore le manque de coopération de ses homologues pour dénouer la crise burundaise.

Pour Thacien Sibomana, porte-parole de la coalition d'opposition Mizero y'Abarundi, il faut de la détermination des chefs d'Etats de la communauté est-africaine pour trouver une issue favorable. "La sous-région a accepté la médiation dans la crise burundaise, par le principe de la subsidiarité, au nom de l'UA et de l'ONU. Est-ce qu'elle va accepter d'être défaite au risque de rendre faible les organisations pour lesquelles elle travaille ? La crédibilité même de l'organisation qu'est la communauté est-africaine ne risquerait pas d'en pâtir ?", s'interroge-t-il. Une grande tâche attend la sous-région. Selon Zénon Nimubona, président du parti pour la renaissance nationale, les dirigeants de la région doivent convaincre le gouvernement du Burundi - qui se radicalise - de reprendre le dialogue inclusif. "La décision a été que les chefs d'Etats de l'EAC poursuivent des discussions avec le Burundi pour voir comment faire aboutir le dialogue inter-burundais." Pour sa part, le président du parti FRODEBU Nyakuri parle d'une mission impossible confiée à la médiation. "A mon avis, ils (NDLR : les chefs d'Etats) n'allaient pas faire autre chose que ça parce qu'ils n'allaient pas intervenir dans un pays souverain alors qu'il n'y a pas de guerre à l'intérieur. Quand il n'y a pas de guerre entre les composantes du pays, il est difficile que la sous-région se mêle des affaires intérieures", a confié à la DW, Keffan Nibizi. Celui-ci estime par conséquent qu'il n'y a "aucune nécessité de dialoguer." Les positions figées des parties engagées dans le dialogue inter-burundais risquent de retarder les prochaines élections générales que le gouvernement prévoit d'organiser en 2020. Les opposants, eux, parlent de l'inopportunité de la tenue d'élections crédibles en 2020 en raison de la crise politique que connaît le Burundi.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});